

Bakounine : textes sur les coopératives

L'Alliance Universelle de la Démocratie Sociale.

Section russe.

A la jeunesse russe.

Mars 1870

Tandis que les socialistes révolutionnaires, convaincus qu'il est impossible d'émanciper le prolétariat dans les conditions actuelles de l'organisation économique de la société, demandent la liquidation sociale et surtout l'abolition de la propriété privée héréditaire, les socialistes modérés veulent, au contraire, conserver toutes les principales bases et principes fondamentaux du présent système économique et prétendent que, même sous ce système et dans ces conditions, nécessaires au progrès de la civilisation, les travailleurs peuvent s'émanciper et améliorer substantiellement leur situation matérielle par la seule vertu magique de la libre association.

Aussi recommandent-ils au monde ouvrier la formation de sociétés de secours mutuel, de banques ouvrières et d'associations coopératives de consommation et de production comme le seul moyen de salut ; en même temps, ils le supplient de ne pas croire les utopistes révolutionnaires qui lui promettent une égalité impossible et le mènent en fin de compte, sciemment ou inconsciemment, à la ruine et à la mort.

Vingt ans d'expérience, d'expérience unique sur une vaste échelle, en Angleterre, en Allemagne, en France, ont définitivement prouvé que le système coopératif, qui porte indubitablement en lui le germe de l'organisation économique de l'avenir, ne peut, à l'heure et dans les conditions actuelles, affranchir les travailleurs ni même améliorer notablement leur situation matérielle. La célèbre association des travailleurs de Rochdale en Angleterre, autour de laquelle on a fait tant de bruit et qui, dans d'autres pays, a suscité tant de tentatives de

la part d'imitateurs, a fini par créer une nouvelle bourgeoisie collective qui, le plus tranquillement du monde, exploite la masse des travailleurs qui n'en font pas partie.

L'esprit pratique des travailleurs anglais leur a fait deviner qu'il est impossible d'appliquer à l'échelle nationale, sous la domination actuelle du capital bourgeois, le système coopératif dans le processus de production et de répartition des richesses ; instruits par l'expérience, les masses des travailleurs les plus avancés et les plus énergiques entrent aujourd'hui dans des alliances dites professionnelles (Trade-Unions), créées non pour organiser définitivement le travail, ce qui est présentement encore impossible, mais pour organiser la lutte du Travail contre le Capital bourgeois, la lutte du monde laborieux contre le monde des oisifs et des privilégiés.

En Allemagne, on compte actuellement environ 5.000 associations ouvrières fondées principalement par Schulze-Delitzsch, Hirsch, Duncker et autres disciples de Schulze. Et après de longues années d'essais, on peut dire carrément aujourd'hui qu'elles n'ont donné aucun résultat. La situation des travailleurs en Allemagne ne s'est pas améliorée d'un cheveu ; au contraire, conformément à la loi économique bien connue selon laquelle la misère du monde ouvrier s'accroît dans la mesure où le capital de la bourgeoisie augmente et se concentre dans un nombre plus restreint de mains, la condition des ouvriers en Allemagne, aussi bien que dans tous les autres pays d'Europe, s'est sensiblement aggravée.

En France, le système coopératif a fait complètement naufrage. (...) Personne ne songe plus à la coopération comme moyen de salut, personne n'a plus confiance en elle, et toutes les associations ouvrières existantes, sur tout le territoire de la France, sont en train de se transformer et se lier entre elles dans une grande fédération pour mener la lutte révolutionnaire du Travail contre le Capital.

Ainsi, le socialisme modéré, coopératif bourgeois est partout condamné, partout liquidé. L'expérience a prouvé qu'il n'était pas réalisable. Déjà auparavant, son impossibilité avait été théoriquement démontrée.

Les économistes dignes de ce nom des deux écoles opposées : celle des libéraux et celle des communistes scientifiques, qui divergent sur tous les autres points et ne s'accordent que sur un seul, ont, depuis longtemps, exprimé la même conviction, fondée sur la science réelle, c'est-à-dire l'étude rigoureuse de l'évolution des facteurs économiques, conviction qu'étant donné l'organisation actuelle de l'économie publique et de la production marchande, ainsi que l'accroissement, la domination et la concentration du capital qui en découle nécessairement, les associations ouvrières, quels que soient leurs efforts, ne sont pas en mesure d'affranchir le Travail de l'oppression de ce dernier ; la conviction, dis-je, que les banques ouvrières, uniquement alimentées par les maigres économies, la plupart du temps impossibles, des masses laborieuses, ne seront jamais en état de soutenir la concurrence des puissantes banques universelles de l'oligarchie bourgeoise ; et qu'en raison de l'accroissement incessant de la main-d'œuvre et des ventres affamés, accroissement de plus en plus accéléré par la concentration des capitaux dans un nombre de plus en plus restreint de mains et par la transformation qui en résulte fatalement de la petite bourgeoisie, voire de la classe moyenne en prolétariat, les travailleurs, s'ils ne veulent pas mourir de faim, sont obligés de se faire de plus en plus concurrence, concurrence poussée à l'extrême, c'est-à-dire jusqu'à la dernière limite de ce que coûte l'entretien et l'alimentation de l'individu ; et que, dès lors, toutes les associations ouvrières de consommation, en abaissant les prix des produits de première nécessité, entraînent fatalement une diminution des salaires, autrement dit une aggravation de la condition des travailleurs. Qu'enfin, les associations de production ne sont possibles que dans les branches industrielles qui ne sont pas monopolisées par le grand capital, aucune association ouvrière n'étant en mesure de concurrencer pratiquement celui-ci sur le plan de la production marchande. Et comme le grand capital, poussé par une nécessité immanente, tend forcément à mettre la main sur toutes les branches industrielles sans aucune exception, les associations ouvrières sont appelées à subir le même sort que celui de la petite et moyenne bourgeoisie : une misère générale, inéluctable, une soumission servile au capital oligarchique et l'absorption de toute la petite et

moyenne propriété dans la grande propriété de quelques centaines de personnes fortunées dans l'ensemble de l'Europe.

D'accord pour reconnaître ce fait indéniable, économistes et communistes ne divergent entre eux, mais de façon substantielle, que dans leurs conclusions. Les économistes sont arrivés à cette conclusion que les masses populaires, les millions de travailleurs sont condamnés à tout jamais par une loi naturelle et immuable à la misère, à l'ignorance, à la servitude et que seul un petit nombre de travailleurs, peut-être un sur dix mille, peut avoir l'espoir, grâce à son génie, à sa force exceptionnelle de caractère et avec le concours de circonstances favorables, de sortir de la masse des millions d'esclaves exploités et de prendre place dans la société peu nombreuse de messieurs les exploités. Quant aux millions de malheureux, condamnés par la loi d'airain à une existence qui se distingue peu de celle du bétail, ces messieurs leur proposent, en guise de consolation, de mettre leur espoir en Dieu et dans une vie d'outre-tombe à laquelle eux-mêmes ne croient pas.

Les communistes, tout comme les économistes, reconnaissent parfaitement l'état de fait existant ; ils sont même d'accord avec eux qu'aussi longtemps que subsistera l'ordre social actuel, fondé avant tout sur la propriété privée, aucune force ni aucun effort ne pourra changer quoi que ce soit à ce fait. Mais en même temps, sans remettre en question la loi naturelle d'airain, découverte et enseignée par les économistes, l'acceptant même pour le passé, ils la rejettent pour l'avenir, voire pour le présent. Ils savent que par son évolution historique, la race humaine, sortie de l'animalité, tend nécessairement à réaliser son humanité sur la terre ; qu'autrefois les hommes se dévoraient entre eux comme des bêtes sauvages ; que plus tard, le plus intelligent ou le plus fort fit des autres ses esclaves ; que ceux-ci se muèrent ensuite en serfs et de serfs en esclaves libres du travail ; et qu'enfin aujourd'hui la tâche grandiose et sacrée nous est confiée par l'histoire de transformer les millions de prolétaires en collectivité humaine, libre et égale en droits. Mais comme sous le régime économique et politique actuel, cette transformation est en effet impossible, les communistes en tirent la conclusion qu'il faut renverser et abolir ce régime et le remplacer par un autre sous lequel

l'égalité spontanée des hommes sera non seulement une chose possible, mais même nécessaire.

Quel est le rôle des socialistes bourgeois entre ces deux partis aussi sérieux l'un que l'autre et logiques avec eux-mêmes? Celui de charlatans ou d'imbéciles et souvent l'un et l'autre à la fois. Voilà pourquoi ce parti moyen, si l'on peut l'appeler ainsi, a perdu toute importance, si bien qu'il est préférable de passer sous silence son attitude à l'égard du mouvement russe actuel. Les Associations internationales du Travail ont le plus contribué à son anéantissement.

L'Association internationale ne constitue pas à proprement parler un parti. Elle est plus qu'un parti, elle est tout le monde, le monde de l'humanité future.

(...)

On conçoit qu'au cours des dernières dix années, lorsque le pacifique système coopératif était encore au beau milieu de ses rêves et de ses espérances aujourd'hui déçues, le socialisme bourgeois trouva son terrain le plus favorable non parmi les travailleurs des fabriques, mais dans les milieux liés aux métiers et principalement dans les deux dernières catégories de ceux-ci, les plus privilégiées et les plus proches du monde bourgeois. L'échec général de la coopération fut une leçon bienfaisante pour la néfaste aristocratie ouvrière.

(...)

En 1866, nombreux étaient ceux qui croyaient encore à la réussite du système coopératif même dans les conditions de la société actuelle. Non seulement les Suisses, les Allemands et les Français, mais les Anglais eux-mêmes attendaient des miracles de la coopération, dans laquelle ils voyaient le principal, voire l'unique moyen d'affranchir définitivement le travailleur de la tutelle du Capital. L'expérience n'avait pas encore eu le temps de leur démontrer, en 1866, l'impossibilité absolue non seulement d'une émancipation totale, mais même d'un adoucissement tant soit peu important du sort des travailleurs aussi longtemps que ne seront pas supprimés jusqu'au dernier les facteurs étatiques et économiques de l'inégalité sociale.

Protestation de l'Alliance

Juillet 1871

Un autre point qui divisa les deux partis dans l'Internationale de Genève fut la question du travail coopératif. Vous savez qu'il y'a deux genres de coopération : la coopération bourgeoise, qui tend à créer une classe privilégiée, une sorte de bourgeoisie collective, organisée en société en commandite, nouvelle ; et la coopération réellement socialiste, celle de l'avenir et qui par cette raison même est à peu près irréalisable dans le présent. Vous devinez que les principaux orateurs des sections proprement genevoises défendirent avec passion la première.

Lettre aux rédacteurs du *Proletario Italiano*

16-28 novembre 1871

Imaginez vous une organisation sociale dans laquelle le prolétariat ne serait point forcé de vendre sa force productive, son travail à autrui ; où organisé, selon la justice, en associations coopératives, il travaillerait pour lui même, n'ayant plus besoin de capitaux bourgeois pour commanditer, pour nourrir son travail ; et ce n'est qu'à cette condition seulement qu'il pourra jouir du plein produit de son travail, comme le demande la justice, et comme dit le vouloir Mazzini lui-même. Où arrivera-t-il alors ? Le propriétaire restera avec sa terre, le fabriquant avec son établissement industriel, l'un et l'autre sans travailleurs. Mais ni la terre, ni la fabrique ne produisent pas d'elles-mêmes. La terre est bien douée d'une force productive naturelle, mais laissée à elle même sans culture, elle est incapable de produire des valeurs sociales, incapable de donner la richesse, ni même sa nourriture suffisante à un homme quelque peu civilisé. Donc pour ne point mourir de faim, le propriétaire sera forcé de

vendre sa terre, et l'industriel sa fabrique, à qui? Au prolétariat collectivement organisé. Par contre, ils auront de l'argent et deviendront ce qu'on appelle proprement des capitalistes.

(...)

J'en demande donc bien pardon à Mazzini, ce n'est pas lui qui a inventé la seule chose quelque peu sérieuse qu'il y'a dans son système soi-disant socialiste, c'est à dire les sociétés coopératives de consommation.

La première idée en est née en France, à la avant la révolution de 1848. Donc elle a pris naissance, il y'a tout au plus trente ans dans ce pays maudit qui ne sait faire autre chose que des révolutions au nom du droit humain, jamais pour le bon Dieu. Mais la réaction bourgeoise qui suivit bientôt le triomphe magnifique du prolétariat parisien, empêcha le développement pratique de cette idée à Paris et en France. Ce furent des ouvriers anglais, parmi lesquels beaucoup d'Owenistes, qui eurent les premiers l'honneur de mettre cette idée largement en pratique. On connaît trop bien les succès étonnants de l'association coopérative de Rochdale, fondée en 1844 et toute de consommation d'abord, pour que j'aie besoin d'en parler ici davantage. Après les Anglais, ce fut le tour des ouvriers allemands, et plus tard seulement celui des ouvriers français.

En Allemagne, l'honneur de la fondation du système coopératif bourgeois revient principalement à M^E Schultze Delitzsch, membre du parlement fédéral et du Parti Progressiste, unitaire fanatique et grand Prussophile comme on sait. D'abord il s'appliqua surtout à créer les associations de Crédit mutuel, les banques du Peuple. En 1865 on en compte déjà près de mille en Allemagne. Il y existe aujourd'hui plusieurs milliers d'associations coopératives de toutes sortes, de crédit, de consommation et de production. La question sociale est elle résolue pour cela en Allemagne? Nullement. La misère du prolétariat reste la même, elle augmente même chaque jour davantage.

Est-ce à dire que le système coopératif soit mauvais? Pas du tout. Nous sommes au contraire convaincus que ce système, organisé largement et surtout internationalement et remplaçant partout le système actuel de la production commandité par le capital bourgeois,

contient en lui tous les germes de l'émancipation économique des masses ouvrières. Mais nous sommes également convaincus, qu'il ne pourra développer réellement tous ces germes que sur la base unique de l'égalité économique et sociale, alors que les capitaux, les établissements d'industrie, les matières premières et les instruments de travail, naturellement la terre y compris, cessant d'être la propriété héréditaire des individus, deviendront la propriété collective des associations ouvrières productives, tant industrielles qu'agricoles librement organisées et fédérées entre elles.

(...)

Tant que l'ouvrier sera forcé par la misère, par la faim à vendre son travail comme une vile marchandise, son travail sera nécessairement traité comme telle, et sera taxé par les conditions réelles de la demande et de l'offre.

Voyons ce que peuvent faire le système coopératif, et en général les associations ouvrières au milieu de ces conditions là? Les socialistes sincères appellent le socialisme de M^E Schultz-Delitzsch un socialisme bourgeois, parce qu'il prétend que sur la base mêmes des rapports actuels du travail et du capital, on peut amener l'émancipation des masses ouvrières, ce qui constitue évidemment un mensonge bon pour tromper les travailleurs et pour rassurer les bourgeois.

Commençons notre revue par les sociétés de crédit mutuel, autrement appelées banques populaires. Ces sociétés peuvent avoir deux buts : ou bien de faire crédit aux ouvriers malades ou momentanément privés de travail, ce qui constitue proprement l'objet des associations de secours mutuel ; ou bien de faire crédit aux sociétés coopératives de consommation et de production, dont les banques populaires seraient alors le complément nécessaire.

Je ne m'appesantirai pas sur les sociétés de secours mutuel. Elles sont trop répandues en Italie et leurs effets sont trop connus, pour qu'il y'ait besoin de les discuter. Les sociétés de secours mutuel sont précieuses et nécessaires aux ouvriers à un double point de vue. D'abord en apportant un allègement momentané et toujours excessivement limité aux travailleurs – qui en ont besoin, sans jamais pouvoir naturellement améliorer leur condition misérable d'une

manière quelque peu constante et sérieuse ; et surtout parce qu'elles rapprochent les ouvriers entre eux, leur donnent un commencement d'association et d'organisation – créent en quelque sorte les premiers germes d'une pensée, d'une force et d'une action ouvrière collective. Toutes les associations ouvrières, internationales ou non, devraient s'organiser en sociétés de secours et d'instruction mutuels, car c'est là un commencement de la salubre pratique de la fraternité, en même temps qu'une condition de la pensée proprement ouvrière. Aussi faut-il observer que la plupart des sections de l'Internationale ont organisé de pareilles sociétés en leur sein, sociétés qui marchent d'autant mieux que tous les bourgeois riches, titrés, officiels et officieux en sont exclus.

L'autre bût des banques populaires, celui de faire crédit qu'aux associations coopératives soit de consommation, soit de production, ne peut être jugé que les conséquences réelles de ces associations pour la cause de l'émancipation du prolétariat.

Considérons donc maintenant l'utilité des sociétés de consommation. Cette utilité se jette d'abord aux yeux¹. Elle fait gagner aux ouvriers de 20 à 30 pourcent sur toute leur consommation, en les délivrant de la nécessité de payer les gains des intermédiaires du commerce, des petits boutiquiers, et en leur permettant d'acheter les marchandises dont ils besoin pour leur vie au détail, tout aussi bon marché que s'il les avaient achetées en gros, en déduisant seulement de ce qu'ils gagnent par là les frais de l'administration.

Voilà donc l'avantage, il est incontestable. Mais il ne se maintient comme tel qu'à une seule condition, c'est qu'il n'existe que pour un nombre très limité d'ouvriers ; car s'il se généralise de manière à y faire participer toute la masse ouvrière d'un pays ou d'une ville , savez vous quel en sera le résultat inévitable? Un abaissement du salaire proportionné à cet avantage.

(...)

Eh bien, voilà ce qui arrive aujourd'hui fréquemment dans toutes les industries qui ne réclament ni un savoir faire particulier, ni le talent, ni même la force musculaire de l'ouvrier, dans lesquelles

¹ Saute aux yeux...

l'apprentissage devient inutile et où le travail humain est subordonné à celui des machines. Et nous savons qu'aujourd'hui le grand Capital, envahissant de plus en plus toutes les industries imaginables, tend à remplacer partout le plus gros et le principal du travail humain par celui des machines.

Que peuvent faire contre cette horrible tendance de l'industrie moderne à la dégradation progressive des salaires, les sociétés coopératives de Consommation? Si elles sont très restreintes, elles peuvent sans doute apporter un allègement passager à l'existence misérable d'un nombre restreint d'ouvriers ; sans aucun effet bon ou mauvais pour la masse. Mais si elles se développent au point de diminuer d'une manière générale et constante la prix des objets de première nécessité, elles auront pour conséquence immanquable la diminution des salaires. De sorte qu'en dernier compte, tout le profit de ces sociétés serait pour les fabricants et pour les capitalistes, mais non pour les ouvriers. Du moment que le bon marché des subsistances permettra, que-dis-je, forcera les ouvriers à vendre leur travail à plus bas prix, les fabricants n'auront plus besoin de recruter des ouvriers moins habiles dans les campagnes ou de menacer de faire venir des ouvriers Chinois, comme on l'a fait dernièrement en Angleterre.

Mazzini qui n'a pas inventé les sociétés de Consommation, mais qui doit les connaître par l'expérience qui en a été faite dans d'autres pays, n'aurait-il pas dû dire franchement aux ouvriers italiens qu'en présence de la misère affreuse qui est devenue l'état habituel du plus grand nombre parmi eux ce n'est qu'un palliatif bien faible, qui n'est pas à dédaigner sans doute pour de très petites associations, mais qui passé une certaine limite bien restreinte, devient absolument impuissant et produit même le plus souvent un effet tout contraire à celui que les ouvriers attendent de son application.

Pour porter des fruits sérieux et pour tourner entièrement et d'une manière effective au profit des travailleurs, les sociétés de crédit mutuel, les banques du peuple et les sociétés coopératives de consommation, devraient être complétées par des sociétés coopératives de production. Alors naturellement les associations ouvrières, devenant leurs propres capitalistes et les pleines maîtresses de leurs établissements industriels, profiteraient seules et cette fois

d'une manière bien réelle, du bon marché du crédit et des objets nécessaires à la vie, produit par les banques populaires et par les sociétés de consommation.

Mais dans les conditions économiques actuelles, les ouvriers peuvent-ils fonder sérieusement des sociétés coopératives de production? Ce qui revient à demander, peuvent-ils par leur pauvres épargnes et par le crédit que leur ouvriraient les banques populaires, former des capitaux capables de lutter contre les grands capitaux bourgeois? Nous avons vu que dans l'industrie moderne, bâtie sur la propriété individuellement ou patriarcalement héréditaire ce sont les grandes manufactures qui, pouvant produire à meilleur marché que les établissements industriels petits et moyens, tendent fatalement à écraser ces derniers, et non seulement tendent, mais y parviennent lentement il est vrai, mais d'une manière infaillible, toujours. Les grands capitaux, s'unissant ordinairement aujourd'hui en sociétés anonymes tant pour la construction des voies et communications, que pour l'industrie et le commerce dévorent les capitaux moyens et petits. A mesure que la richesse d'un pays se développe, le nombre des riches, devenus infiniment plus riches qu'ils ne l'étaient auparavant, diminue et dans cette même proportion diminue aussi le nombre des fortunes moyennes et petites. La grande bourgeoisie banquière, industrielle et commerçante tend à constituer une oligarchie despotique et étroite et qui s'emparant de toute l'exploitation économique du pays, en devient économiquement et politiquement l'arbitre pour ainsi dire absolu.

C'est un fait que tout le monde peut voir se passer aujourd'hui en Italie. Et ceux là se trompent bien qui en attribuent la faute aux institutions politiques. Les institutions politiques n'y peuvent rien ; elles ne sont que la conséquence et l'expression obligée d'un fait, d'une fatalité économique. Il est incontestable sans doute que, produites par cette fatalité, elles deviennent la garantie armée de cet ordre économique malfaisant, de sorte que pour changer radicalement ce dernier, il faut absolument les renverser, les détruire. Mais celui-ci se tromperait bien, qui penserait – comme le font généralement tous les républicains bourgeois – que sans toucher aux bases sacrées de la propriété individuelle et héréditaire que Mazzini défend avec un acharnement, au point de vue bourgeois si louable,

maintenant contre nous, il suffirait de remplacer les institutions politiques actuelles par des institutions nouvelles, par la république bourgeoiso-théocratique de Mazzini par exemple, pour amener une véritable émancipation des masses populaires.

(...)

Et maintenant je demande de nouveau : les pauvres petits capitaux que les ouvriers peuvent former avec peine, soit par leurs misérables épargnes, soit par ce pauvre crédit de leurs banques populaires, pourront ils lutter sérieusement contre les immenses capitaux de l'oligarchie financière? Il est évident que non. Donc l'établissement de société coopératives de production, dans les conditions actuelles, est impossible?

Il n'est possible que dans les très petites industries qui n'ont pas encore été envahies par le grand capital et qui ne s'exercent que dans de très petits établissements, n'occupant tout au plus que quelques dizaines d'ouvriers. Il exige beaucoup d'habileté, et surtout une grande moralité, une grande honnêteté, et non seulement une bonne volonté sérieuse mais beaucoup de dévouement et une persévérance à toute épreuve chez les ouvriers qui désirent organiser un établissement industriel pour leur propre compte ; car les commencements en sont toujours excessivement difficiles, et réclament de la part de ces ouvriers d'abord de très grands sacrifices. De nombreux essais en ont été faits en France ; beaucoup ont échoué, le plus petit nombre seulement a réussi, grâce à des circonstances relativement plus favorables et grâce à l'énergie persévérante de leurs fondateurs.

Les sociétés productives offrent pourtant, au point de vue de l'émancipation ouvrière, un danger : celui de créer au sein même des masses ouvrières une classe nouvelle d'exploiteurs du travail du prolétariat. Il arrive quelquefois – et cela est précisément arrivé dans l'association coopérative de Rochdale – que quelques dizaines de travailleurs par un miracle d'énergie, d'union, d'intelligence et de sacrifice parviennent non seulement à fonder, mais à faire prospérer un petit établissement coopératif de production. Ils deviennent ainsi les propriétaires collectifs d'un certain capital plus ou moins considérable qui leur permet d'étendre leur industrie et d'employer un plus grand nombre de mains ouvrières. Ils recrutent de nouveaux

ouvriers. Comment les reçoivent-ils? Comme associés et par conséquent comme copropriétaires collectifs d'un capital qu'ils n'ont pas contribué à former? Non, car au point de vue bourgeois, cela paraît injuste. Donc ils les prennent comme simples ouvriers salariés vis à vis desquels ils représentent tous ensemble un bourgeois collectif exploiteur.

C'est précisément en vue de ce danger que le second congrès de l'Internationale tenu à Lausanne en septembre 1867, [quelques mots illisibles] tout en recommandant aux sections la formation de sociétés de crédit, de consommation, et de production, partout où cela était possible, a voté la résolution suivante :

1. Le Congrès pense que les efforts tentés aujourd'hui par les associations ouvrières (si celles se généralisent en conservant leur forme actuelle, tend à constituer un quatrième état ayant au-dessous de lui un cinquième état plus misérable que lui (la grande masse du prolétariat).

2. Pour obvier à ce danger, le Congrès pense qu'il est nécessaire que le prolétariat se convainque bien de cette idée : que la transformation sociale ne pourra s'opérer d'une manière radicale et définitive que par des moyens agissant sur l'ensemble de la société et conformes à la réciprocité et à la justice (c'est à dire par une révolution sociale, pacifique si possible, violente si nécessaire et qui devra changer les bases économiques de la société, par la transformation de la propriété individuellement héréditaire en propriété collective).

3. Néanmoins le Congrès pense que tous les efforts des associations ouvrières doivent être encouragés, sauf à faire disparaître autant que possible du sein de ces associations le prélèvement du capital sur le travail, c'est-à-dire à y faire pénétrer l'idée de mutualité."

On voit que l'Internationale, loin de combattre le système coopératif dans aucune de ses applications, l'encourage au contraire. Aussi s'est-il formé au sein même de l'Association Internationale des Travailleurs, tant en Angleterre qu'en France, tant en Belgique qu'en

Allemagne et en Espagne beaucoup de sociétés coopératives qui se donnent la main. Seulement comme l'Internationale prend l'émancipation des masses ouvrières au sérieux, qu'elle la demande tout entière, elle ne se fait aucune illusion sur l'application de ce système dans les conditions économiques actuelles. Elle en reconnaît et elle en a expérimenté l'utilité sous un double rapport : d'abord sous celui d'un allègement passager et très partiel sans doute, mais néanmoins précieux des souffrances ouvrières ; mais surtout au point de vue de la pratique encore plus précieuse que les ouvriers y acquièrent, en s'habituant à établir, à organiser et à diriger eux-mêmes, sans l'intervention d'aucun tuteur, pontife, ou ange gardien bourgeois, leurs propres affaires.

Mais comme l'Internationale connaît mieux la nature des bourgeois que ne semble la connaître Mazzini – composée d'ouvriers, elle la connaît par une dure expérience – comme l'Internationale sait fort bien que le triomphe de l'égalité, de la justice et de la grande liberté populaire ne pourra être obtenu sans une lutte terrible, son soin principal n'est pas de fonder maintenant un système coopératif dont la pleine organisation rationnelle et conforme à cette justice, dans les circonstances économiques présentes, est tout bonnement impossible, mais d'organiser les forces ouvrières et de monter l'esprit des travailleurs pour cette lutte. C'est pour cela précisément qu'elle s'occupe moins de coopération que de grèves.

Les grèves ont ceci de bon qu'elles séparent franchement les masses ouvrières de la classe bourgeoise, et pour que les travailleurs puissent triompher et pour qu'ils ne fussent pas trompés encore une fois comme ils l'ont été toujours jusqu'ici, il faut que cette séparation se réalise partout.

Bakounine : textes sur les coopératives.....	1
L'Alliance Universelle de la Démocratie Sociale. Section russe. A la jeunesse russe.....	1
Protestation de l'Alliance.....	6
Lettre aux rédacteurs du <i>Proletario Italiano</i>	6